

# La mondialisation dans un monde mal gouverné

2000-12-14

*Gordon Smith*

[La version originale de cet article a été publiée dans la page en regard de l'éditorial du quotidien [\*The Globe and Mail\*](#) en avril 2000, cinq mois après le Sommet du millénaire des Nations Unies. ]

On peut difficilement citer un cas plus patent de mauvais gouvernement que l'état catastrophique dans lequel a versé la « République démocratique » du Congo ou encore celui du Sierra Leone. À vrai dire, il est difficile de départager ce qui est pire : l'infamie des guerres qui ont miné ces pays ou l'insuffisance prévisible de la réaction du reste du monde. Lorsque, dans nos démocraties d'abondance, nous assistons sans réagir au déploiement d'une énième atrocité ou tolérons une famine absurde ou un autre désastre écologique, nous conspirons à entretenir une mauvaise gouvernance à l'échelle mondiale.

Tout cela revient à dire à quel point le monde a besoin de nouvelles façons de gouverner. Nous nous en rendons bien compte car les anciennes structures se désagrègent — dans des guerres de récrimination et de cupidité, dans le recul des pays pauvres sur la voie du développement, dans l'altération du climat même.

## **L'incapacité de gouverner**

Ces échecs traduisent, globalement, notre incapacité à maîtriser ces bouleversements et à saisir les possibilités de la mondialisation. Tous concourent à indiquer qu'aucun État ne peut prétendre gouverner en autarcie, même à l'intérieur de ses propres frontières.

Mais ces échecs ne sont pas inéluctables. Il est en notre pouvoir de répartir plus équitablement les gains substantiels qui découlent de la mondialisation et de remédier à ses lacunes. La mondialisation *peut* être mise à contribution pour le bien commun. Voici comment :

Il nous faut d'abord comprendre la raison de ces échecs.

## **D'anciens attributs**

En général, nous considérons l'État comme la composante naturelle et principale du système international. Même lorsque nos connaissances sont plus évoluées, nous tenons pour acquis les anciens attributs de souveraineté et d'impénétrabilité des frontières. Cette représentation, enracinée dans un passé très différent du monde des finances mondiales, des médias sans frontières, des normes universelles des droits humains dans lequel nous évoluons, est hasardeuse. Lorsque les vieilles approches échouent, cette façon de voir engendre même un défaitisme pernicieux. Il s'agit là d'habitudes mentales qu'il convient de secouer.

Il faut également reconnaître que les circonstances actuelles concourent à multiplier le nombre de gens puissants — ceux qui sont assis confortablement dans les institutions dominantes et, plus encore, tous ceux qui vendent ce que le monde entier achète. Car c'est là un aspect crucial de la mondialisation, loin d'être pour la plupart une force inexorable de la nature ou un pur effet de

l'histoire. Pour le meilleur ou pour le pire, les conditions actuelles de l'existence reflètent dans une large mesure les actions et réactions délibérées (toutes interdépendantes) des grandes sociétés, des organisations et des gouvernements dont les dirigeants poursuivent leurs propres intérêts distincts.

### **Les décisions multiples non coordonnées**

Il n'y a rien d'inédit dans le phénomène de décisions multiples non coordonnées qui produisent des effets indésirables. N'est-ce pas là de quoi sont faits également les embouteillages de la circulation ou la surpêche ? Mais la mondialisation, avec ses multiples possibilités, introduit un élément nouveau : une intrusion accrue susceptible d'entraîner une destruction d'une ampleur sans précédent.

La démocratisation de la mondialisation est un correctif nécessaire. La vertu des gouvernements démocratiques n'est pas d'agir correctement dans tous les cas, mais d'être tenus responsables lorsque leur comportement est inadmissible. Cependant, dans le cadre d'une politique mondiale, jusqu'où peut-on tenir responsable l'Organisation mondiale du commerce ? Ou bien Nortel ? Ou Greenpeace ?

### **Le droit d'avoir voix au chapitre**

Les personnes doivent avoir voix au chapitre des institutions qui régissent leur vie. Cela doit être un droit. Aucune institution ne peut réussir sans le consentement de ceux à l'égard desquels elle exerce un pouvoir de régulation. Dans une interview publiée en avril dernier dans *The Globe and Mail*, Joe Stiglitz, ancien économiste en chef de la Banque mondiale, déclarait *si les gens à qui nous confions la gestion de l'économie mondiale[...] n'adoptent pas une attitude de dialogue et ne prennent[...] pas au sérieux les critiques qui leur sont faites, les choses continueront d'aller mal, très mal.*

La technologie de la mondialisation elle-même — et l'Internet tout spécialement — permet aux militants du monde entier de constituer de nouvelles coalitions de résistance pacifique. Et ils ne font que commencer à exploiter sa puissance.

### **Trois impératifs**

La mondialisation engendre de la richesse et ouvre des perspectives illimitées. Mais la mondialisation fera échouer les tentatives de tous ceux qui veulent protéger leur sécurité, leur prospérité, l'air qu'ils respirent ou l'eau qu'ils boivent s'il n'y a pas de coopération avec les autres membres de la communauté mondiale. Trois impératifs se font jour :

- Prévenir les conflits néfastes. La plupart des conflits d'aujourd'hui sont des guerres civiles. Dans ses causes et ses effets, la guerre s'est mondialisée — par le commerce mondial des armes, les affinités de parenté et de tradition transfrontière, l'intérêt particulier des gouvernements étrangers et les influences des sociétés, des médias et des organisations non gouvernementales. La prévention de conflits meurtriers comme ceux, atroces, du Congo ou du Sierra Leone, exige une nouvelle compréhension des normes et des aspects concrets de l'intervention internationale, la création de nouveaux réseaux d'action aux Nations Unies, une « culture de prévention » plus fortement liée aux stratégies en faveur du développement.
- Créer des ouvertures pour les jeunes. La population du globe vient de dépasser les six milliards et atteindra vraisemblablement les huit milliards d'ici 2025. Près de 98 pour cent de cette croissance surviendra dans les pays pauvres et, pour la plupart, dans les villes.

Donner à ces populations la chance de vivre dans des conditions humaines s'impose comme un des impératifs de la gouvernance. Cela signifie la prévention de maladies qu'on peut éviter et un accès universel à l'école primaire et même à l'Internet (en assurant ainsi un partage plus équitable). De telles interventions requièrent une coordination qui, de nos jours, ne peut être achevée que par l'entremise des Nations Unies.

- Gérer le changement climatique. Ce changement est planétaire et, en partie, d'origine humaine. Le dommage ne peut être diminué que par l'action conjointe des États, de l'industrie et d'autres intervenants — dans un effort de transformation en profondeur vers des économies à faible rendement en bioxyde de carbone. Il faut nécessairement parvenir — ce qui est possible — à une véritable négociation entre pays riches et pays pauvres (et leurs industries) visant à réduire les émissions des gaz à effet de serre et à augmenter la capacité de la Terre de les absorber. La mise en oeuvre du protocole de Kyoto de 1997 viendrait couronner cette négociation — mais elle exige toujours une détermination et une décision concertée.

## **Le Sommet du millénaire**

Les bienfaits de la mondialisation sont à la portée de tous. Ses effets pervers ne sont ni inéluctables ni ingouvernables. Une bonne gouvernance peut encore nous préserver des échecs. Dans ce sens, il est à espérer que le Sommet du millénaire de l'ONU, qui s'est déroulé à New York, puisse marquer l'occasion d'un nouveau commencement.

*Ancien sous-ministre des Affaires étrangères à Ottawa, Gordon Smith est président du Conseil des gouverneurs du Centre de recherches pour le développement international (CRDI) et directeur du Centre for Global Studies attaché à l'Université de Victoria. En collaboration avec Moisés Naím, rédacteur de la revue Foreign Policy, il est coauteur de l'ouvrage [Des États remaniés : mondialisation, souveraineté et gouvernance](#) consacré à la réforme des Nations Unies et publié cette année aux Éditions du CRDI.*

---

[Entretien avec Gordon Smith](#)